

Burundi : Ban Ki-moon a rencontré lundi société la civile, pouvoir et de l'opposition

RFI, 22-02-2016 Ban Ki-moon au Burundi pour une reprise du dialogue Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon est arrivé à Bujumbura lundi 22 février. C'est sa première visite depuis la grave crise politique qui a commencé en avril dernier. Le patron de l'ONU doit rencontrer mardi le président Pierre Nkurunziza pour le convaincre de reprendre le dialogue avec l'opposition. Ce lundi, il a rencontré des membres de la société civile et les partis politiques y compris des représentants de l'opposition. [Photo (de gauche à droite) : Jamal Benomar (Envoyé spécial de l'ONU au Burundi), Agathon Rwaswa (Fnl), Léonce Ngendakumana (Frodebu), Ban Ki-moon, Nyabenda (Cnnd-Fdd) et Charles Nditije (Uprona)]

Le secrétaire général des Nations unies a rencontré les dirigeants des partis de l'opposition, le Front pour la démocratie du Burundi (Frodebu) et l'Union pour le progrès national (Uprona) mais aussi le chef du parti au pouvoir et Agathon Rwaswa, président des Forces nationales de libération (FNL) qui est désormais le vice-président de l'Assemblée nationale. Cependant, Ban Ki-moon n'a pas rencontré certains leaders de petits partis et ceux-ci sont tristes en colère. Les autres attendent de voir. La plateforme, en exil, du Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et la restauration d'un Etat de droit au Burundi (Cnared) considère qu'il s'agit de la dernière chance. Elle prévient ailleurs que si la communauté internationale est impuissante à ce niveau-là, alors les Burundais seront livrés à eux-mêmes et pourraient être tentés de se défendre eux-mêmes. Pour les opposants en exil, il existe bien un risque de guerre civile. C'est un signal fort donné au gouvernement pour dire que s'il veut un dialogue inclusif, voilà les partis qui comptent, estime Charles Nditije. Le président de l'Uprona voit dans cette rencontre à quatre un petit pas vers la déescalade, mais reste très prudent et espère que Ban Ki-moon passera de tout son poids pour convaincre Pierre Nkurunziza d'aller au dialogue inclusif. Charles Nditije : « Il est important que le secrétaire général de l'ONU signifie clairement à M. Nkurunziza que si d'aventure il persistait dans cette obstination du refus du dialogue inclusif, il faudrait lui dire clairement qu'avec ou sans son accord, on devra intervenir pour protéger le peuple burundais. » Le ministre des Affaires étrangères burundais s'est lui aussi entretenu avec Ban Ki-moon. Il voit dans cette visite une main tendue, une volonté du secrétaire général de l'ONU de se faire sa propre idée de la situation et non d'imposer quoi que ce soit. Alain Aimé Nyamitwe espère aussi que ce déplacement de Ban Ki-moon permettra de relancer la médiation ougandaise pour un dialogue inclusif. Une facilitation poussive et désormais en suspens, notamment à cause des élections en cours dans ce pays. Alain Aimé Nyamitwe : « Contrairement à ce qu'il se dit dans les médias, nous n'avons pas nous l'impression que ce que M. Ban Ki-moon vient faire ici, c'est de dire : faites-ci, faites-ça. C'est plutôt d'écouter les Burundais, de donner la chance aux Burundais de lui dire ce qu'il n'a peut-être pas entendu ces derniers mois. » Ce n'est pas le message que Ban Ki-moon a pu lire en arrivant à Bujumbura. En effet, tout au long de la route, des pancartes rappelaient que les Burundais s'étaient exprimés lors des élections et que seules les élections pouvaient permettre d'accéder au pouvoir. Des centaines de personnes étaient rassemblées pour accueillir le convoi du secrétaire général des Nations unies, à savoir des soutiens du parti au pouvoir et des Imbonerakure, ces jeunes du parti accusés de commettre des exactions au Burundi. De ces exactions, il devrait être pris question mardi. Un diplomate assure que lors de sa rencontre avec le président, Ban Ki-moon parlera des violations massives des droits de l'homme observées depuis le début de la crise.